



Extrait du Acrimed | Action Critique Médias

<http://www.acrimed.org/Solidaires-de-la-mobilisation-du-5-mars-contre-l'accord-Medef-syndicats>

Solidaires de la mobilisation du 5 mars contre l'accord Medef-syndicats minoritaires (communiqué d'Acrimed)



tre association - Nos activités - Actes et actions -
Date de mise en ligne : jeudi 28 février 2013

Description :

Qui peut croire un seul instant que la promesse d'une précarisation accrue des journalistes ouvre un avenir radieux à l'amélioration de l'information ?

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

Communiqué d'Acrimed à l'occasion de la mobilisation du 5 mars 2013

Solidaires de la mobilisation du 5 mars contre l'Accord Medef-syndicats minoritaires

Association de critique des médias, Acrimed (Action-Critique-Médias) se déclare solidaire de toutes celles et de tous ceux qui se mobiliseront le 5 mars 2013 à l'appel de plusieurs syndicats opposés à l'accord interprofessionnel du 11 janvier 2013 (intervenue entre le Medef et trois syndicats minoritaires) et, par conséquent, à la volonté du gouvernement de le transposer totalement dans la loi. Ce faisant, nous ne sortons pas de notre rôle. En effet, parmi les salariés et chercheurs d'emploi concernés, figurent les journalistes et salariés des médias qui sont, eux aussi, menacés d'une grave régression sociale qui ne serait pas sans effet sur la qualité de l'information, alors que nous en pointons souvent la médiocrité.

La réduction des effectifs dans nombre d'entreprises de presse et l'augmentation vertigineuse des journalistes précaires, pigistes ou en CDD, ne seraient pas enrayées, mais accélérées. Les chantages à l'emploi permettant des baisses de salaire et les menaces de licenciement collectif pourraient se multiplier. Les possibilités de recours et les contreparties consenties aux salariés seraient si maigres que l'arbitraire patronal pourrait prospérer sans frein.

Qui peut croire un seul instant que la promesse d'une précarisation accrue des journalistes ouvre un avenir radieux à l'amélioration de l'information ?

Qui peut accepter, en particulier, que les aides à la presse que le gouvernement envisage de recentrer puissent être consenties sans des conditions sociales qui contrarient la précarité au lieu de l'aggraver ?

Si d'autres médias sont nécessaires - et ils sont nécessaires - ce n'est pas en laissant libre cours à l'arbitraire de leur appropriation privée.

C'est pourquoi, à Paris notamment, Acrimed sera présent aux côtés des manifestants.

Acrimed, le 28 février 2013